



Fédération des syndicats de travailleurs du rail

17 boulevard de la libération – 93200 – Saint Denis

Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67

[federation-sudrail@wanadoo.fr](mailto:federation-sudrail@wanadoo.fr)

[www.sudrail.fr](http://www.sudrail.fr)

Union  
syndicale  
**Solidaires**

St Denis, le 15 janvier 2010

# Arrêtons les casseurs... de l'entreprise SNCF !

La direction SNCF et le gouvernement accélèrent les « réorganisations »: Etablissements Infra Circulation, Territoires de Production de l'Infra, Gares et Connexions, filialisation du fret, éclatement des Etablissements Tractions, Commerciaux Trains et EEX pour créer des Etablissements mono-activité... Et un constat s'impose au fil des réunions : ils se fichent éperdument des cheminot-e-s et de leurs revendications. Tout au plus sont-ils prêts à proposer de nouvelles réunions qui ne serviront à rien.

Derrière le chantage permanent à la rentabilité économique ou les prétendues obligations européennes, le gouvernement et la direction SNCF poursuivent un même objectif politique : la dissolution de l'entreprise publique dans une multinationale des transports et le développement des filiales.

Maintenir un service public au service de ses usagers et qui respecte ses salarié-e-s ou laisser les transports ferroviaires devenir un terrain de jeux pour actionnaire et de précarisation pour tous, quel que soit son chantier. Voilà l'alternative.

## Ils veulent tout déréglementer !

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire, la direction SNCF avait fait le choix, dans les négociations, de cautionner la mise en place pour le secteur privé d'une réglementation du travail en très net recul par rapport au RH 0077. Elle pensait se servir de ce recul pour imposer une déréglementation aux cheminots du fret et se rapprocher de cette convention collective du secteur privé, mais les mobilisations ont contrarié ses plans.

Pour les activités Voyageurs, la direction souhaite inclure les cheminot-e-s à statut dans les prochaines négociations pour une nouvelle convention collective. Et une fois de plus elle

n'a pas l'intention de proposer le RH 0077 comme référence.

Le « comité Grignon », mis en place par le gouvernement, prépare actuellement les conditions de transfert de cheminot-e-s vers le privé en cas de perte de marché TER par exemple.

Le projet de la direction de constituer des établissements mono-activité regroupant plusieurs métiers constitue une étape pour transférer vers le privé des agents de conduite, des ECT, de l'escale, de la vente, du matériel... entièrement dédiés à telle activité ou à telle ligne.

Si nous les laissons faire nous aurons demain une déréglementation généralisée, c'est à dire des conditions de travail et de vie encore dégradées, davantage de mobilité imposée et de pression managériale.

# Construire un mouvement unitaire !!!

Avant même de présenter son budget, la direction a déjà entamé le refrain « 2010 : une deuxième année de crise », c'est à dire de suppression d'emplois et de perte de pouvoir d'achat ! Ce n'est pas acceptable.

Depuis plusieurs semaines, à Strasbourg, Toulouse, Le Mans, Nantes, Marseille, Lyon, Orléans, Chambéry, Paris St Lazare ..., il y a

de nombreux conflits locaux qui se développent contre cette politique de casse sociale. Ce sont toujours des mouvements avec des Assemblées Générales où les grévistes décident démocratiquement des suites à donner, et où l'unité syndicale se fait à la base, quelle que soit les sympathies syndicales de chacun-e. Ce qui importe avant tout, c'est de lutter ensemble et de gagner.

*Tout cela montre bien que les cheminots, quels que soient les régions, les métiers ... , sont prêts à se mobiliser quand ils perçoivent bien les attaques et décident de l'action à mener.*

Ces mouvements locaux et ou catégoriels sont nécessaires pour contrer la politique de la direction et améliorer la situation des salarié-e-s, mais ils ne suffisent pas pour s'opposer efficacement à la programmation d'une politique de casse. Les organisations syndicales ont la responsabilité de construire un mouvement national tous services où chaque métiers s'appuie sur ses revendications pour défendre l'entreprise publique dans sa globalité. Nous pensons aussi qu'il est du devoir syndical de travailler à la convergence des

luttons au niveau interprofessionnel, notamment de tous les salariés engagés dans la défense des services publics.

Le 4 janvier, une Demande de Concertation Immédiate commune CGT-UNSA-SUD-Rail-CFDT a été déposée, chacun faisant le constat qu'un mouvement très fort et tout services était nécessaire pour stopper ce démantèlement programmé, les suppressions de postes et gagner une hausse de salaire significative. Nous avons été reçus les 6 et 12 janvier par la direction sans aucun résultat.

*La direction SNCF n'a apporté aucune réponse lors cette deuxième réunion aux revendications exprimées sur le devenir de l'entreprise publique, sur l'emploi, les salaires. Aussi SUD-Rail a fait la proposition aux fédérations syndicales CGT, UNSA et CFDT en réunion interfédérale le 15 janvier, de déposer un préavis de grève nationale, tous services, qui soit reconductible, dans les semaines qui viennent.*

## Face à l'ampleur de l'attaque, il faut une riposte à la hauteur

Si les différentes journées de mobilisation sous forme de grève de 24 h de l'année 2008 ont permis, lors des deux premières actions, une réelle mobilisation, leur enchaînement a été au contraire démobilisateur. Si nous voulons espérer gagner il nous faut un rapport de force capable de durer et pas simplement qui indique à intervalles réguliers le nombre de mécontent-e-s. Nous ne souhaitons pas discuter avec la direction ou le gouvernement sur le contenu du recul social qui nous menace. Et parce que nous y sommes opposés, il nous semble logique en tant qu'organisation syndicale, d'organiser la résistance au démantèlement de l'entreprise

publique SNCF. Parce que c'est l'avenir de chacun-e d'entre nous qui est en jeu, cette décision d'une grève reconductible, tous services, n'appartient pas qu'aux fédérations syndicales, mais à toutes et tous. Lors des tournées, des permanences syndicales, des heures d'information syndicales... nous devons en discuter. Les militant-e-s SUD-Rail sont disponibles pour avoir ce débat et organiser l'action. Nous pensons qu'un préavis de grève reconductible tous services est le seul moyen d'être entendu par la direction SNCF et le gouvernement.

**Si nous voulons stopper la privatisation par morceaux, défendre les acquis sociaux et empêcher la précarisation généralisée pour tous, c'est maintenant qu'il faut se mobiliser !**